

DES CITOYENS FRANÇAIS À LA RECHERCHE DE LA PAIX DURABLE (1914-1919)

Carl Bouchard

P.U.F. | *Guerres mondiales et conflits contemporains*

2006/2 - n° 222
pages 67 à 87

ISSN 0984-2292

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2006-2-page-67.htm>

Pour citer cet article :

Bouchard Carl, « Des citoyens français à la recherche de la paix durable (1914-1919) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2006/2 n° 222, p. 67-87. DOI : 10.3917/gmcc.222.0067

Distribution électronique Cairn.info pour P.U.F..

© P.U.F.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DES CITOYENS FRANÇAIS À LA RECHERCHE DE LA PAIX DURABLE (1914-1919)

« On me demandera si je suis prince ou législateur pour écrire sur la politique. Je réponds que non, et que c'est pour cela que j'écris sur la politique. »

J.-J. Rousseau, *Du contrat social*, livre premier.

On a cru que la Grande Guerre serait la dernière. Le voilà venu, croit-on à l'époque, le temps d'en finir avec la calamité qui a depuis toujours endeuillé les peuples. Les plus optimistes voient dans l'apparente unanimité qui se dégage en faveur d'un changement radical des relations internationales un indice qui ne trompe pas. « De l'extrême gauche à l'extrême droite, affirme en 1918 Fernand Gouttenoire de Toury, l'union se fait pour donner, aux hommes, la paix : généraux, prélats tiennent le même langage que les plus convaincus des internationalistes, et *c'est là un signe que les temps sont proches*. »¹ Des écrits portant sur la paix future, qui témoignent de cet espoir, apparaissent dès le déclenchement de la guerre ; au fur et à mesure qu'elle s'enlise puis à partir du moment où l'on sent proche son dénouement, la ferveur prend une teinte millénariste².

L'historiographie a pris acte du fort sentiment pacifique de la population dans l'interprétation des évolutions politiques, sociales et culturelles

1. Souligné par nous. Fernand Gouttenoire de Toury, *Pour la Société des Nations. La voix des morts*, Paris, Association française pour la Société des Nations, 1918, p. 29. Dreyfusard convaincu – il démissionne de l'armée après l'Affaire –, Gouttenoire de Toury (1876-1964) participe à la Grande Guerre au cours de laquelle il perd une jambe. Actif dans la Ligue des droits de l'homme, membre de la SFIO, officier membre du comité central de l'Association républicaine des anciens combattants, il entre au PCF en 1920 qu'il quitte dès 1922. Dans *Poincaré a-t-il voulu la guerre ? Poincaré et Iswolsky contre Georges Louis* (Paris, 1920), il pose les bases du révisionnisme sur l'origine de la Première Guerre mondiale. Voir la notice qui lui est consacrée dans Harold Josephson (dir.), *Biographical Dictionary of Modern Peace Leaders*, Westport, Greenwood, 1985, p. 351-352.

2. Sur le messianisme de la paix, voir Annette Becker, « Messianismes, héritages de la violence, totalitarisme », in Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p. 1151-1162 ; cet article reprend l'essentiel de l'argumentation développée dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 182-195.

de l'entre-deux-guerres. Des travaux ont souligné la puissance de cette véritable religion de la paix née de l'horreur de la Grande Guerre³ et l'on s'accorde désormais sur le fait que l'opinion publique, sensible à la rhétorique pacifiste – à défaut d'en être elle-même –, a influé sur la prise de décision politique, comme les travaux sur l'*appeasement* britannique des années 1930 ou ceux sur l'indécision française face à l'Allemagne l'ont montré⁴. Mais au-delà de l'espérance, au-delà de la conscience aiguë qu'il existe au sein de la population une intense volonté de paix, il reste à savoir comment a été envisagé, concrètement, son établissement. Or, si l'historiographie n'a pas manqué de s'intéresser aux mouvements d'opposition à la guerre et à l'antimilitarisme en France, elle a négligé, toutefois, son pendant positif, celui de la construction de la paix. Une fois dite et redite l'absolue nécessité d'une paix véritable, il a fallu en effet, pour ces promoteurs, suggérer des solutions, proposer de nouvelles pratiques, s'interroger sur les écueils à contourner pour qu'elle soit autre chose qu'une trêve entre belligérants. Autrement dit, il a fallu penser la paix durable et l'ordre mondial qui devait l'assurer.

À cette tâche se sont penchées, durant la Grande Guerre, les administrations des nations belligérantes. On connaît le rôle, en Angleterre, du *Phillimore Committee*⁵ et, en France, de la Commission interministérielle pour la Société des Nations (CIESDN)⁶. Aux États-Unis, le refus du président Wilson de former un comité officiel de réflexion sur la paix n'a pas empêché, pour autant, la formation de groupes de pression influents, le plus connu étant la *League to Enforce Peace*⁷. Le *Bryce Group*, l'*Union of Democratic Control*, la *Fabian Society* ont agi de même en Grande-Bretagne⁸. Du côté français, la Société Proudhon (devenue la Ligue pour l'organisation de la Société des Nations) ou, vers la fin de la guerre, l'Association française pour la Société des Nations, pour ne nommer qu'elles, ont également milité en faveur de la création d'une organisation

3. Voir les articles de Maurice Vaïsse, « Le pacifisme français dans les années 1930 », et de Patrick de Villepin, « Plutôt la servitude que la guerre ! Le pacifisme intégral dans les années 1930 », *Relations internationales*, 53, printemps 1998 ; Norman Ingram, *The Politics of Dissent. Pacifism in France, 1919-1939*, Oxford, Clarendon Press, 1991, 366 p. Consulter également l'ensemble du numéro « S'engager pour la paix dans la France de l'entre-deux-guerres », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 30, janvier-mars 1993.

4. Martin Ceadel, *Pacifism in Britain, 1914-1945 : The Defining of a Faith*, Oxford, Clarendon Press, 1980, 342 p. ; Richard Davis, « Le débat sur l'*appeasement* britannique et français dans les années 1930. Les crises d'Éthiopie et de Rhénanie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 42, 4, octobre-décembre 1995, p. 822-836.

5. Le rapport du comité Phillimore a été publié en 1920 sous le titre *Schemes for Maintaining General Peace*, London, H. M. Stationery Office, 71 p. Voir Martin Ceadel, « Supranationalism in the British Peace Movement during the early twentieth century », A. Bosco (dir.), *The Federal Idea. 1 : The History of Federalism from the Enlightenment to 1945*, Londres, Lothian Foundation Press, 1991, p. 169-191.

6. Scott Blair, « Les origines en France de la SDN. La commission interministérielle d'études pour la Société des Nations, 1917-1919 », *Relations internationales*, 75, automne 1993, p. 277-292.

7. Ruhl J. Bartlett, *The League to Enforce Peace*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1944, 252 p.

8. Marvin Swartz, *The Union of Democratic Control in British Politics during the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 1971, 267 p. ; Ceadel, *op. cit.*

internationale⁹. Toutes ces initiatives, officielles ou collectives, prouvent l'actualité du discours sur la paix durable au cœur même de la conflagration, celle-ci ayant « transporté dans l'arène politique les idées pacifistes demeurées jusque-là dans le domaine de la pure spéculation » comme le constate avec justesse le professeur de droit Antoine Pillet en 1919¹⁰.

UNE VISION CITOYENNE DE LA PAIX DURABLE

J'ai choisi, pour ma part, de travailler en amont, c'est-à-dire de m'intéresser au fondement populaire de cette réflexion, en examinant comment des particuliers, c'est-à-dire des individus sans pouvoir politique et ne faisant pas nécessairement partie de l'élite intellectuelle, ont imaginé la paix par l'établissement d'une organisation internationale. Depuis le début du conflit, des citoyens s'interrogent sur le sort du monde, et cet intérêt se traduit, notamment, par la publication de projets de paix et d'analyses de la situation internationale. Ne possédant aucun des leviers du pouvoir, donc n'ayant d'autre moyen de faire avancer leurs idées qu'en les diffusant publiquement, les auteurs croient essentiel d'exposer à leurs concitoyens leur point de vue concernant l'avenir du monde et la paix durable. Conscients du peu d'impact de leur initiative à titre individuel, ils espèrent néanmoins, tel Hubert Bourgin, qu'un mouvement de fond contribuera à la naissance du nouvel ordre mondial :

« Quels que soient sa bonne volonté, son effort d'analyse, ses scrupules d'attention, son dévouement à son pays, un simple individu ne pèse guère dans les discussions que la paix fera naître entre les représentants des nations. Allons plus loin : sa personnalité ne compte réellement pas dans l'immensité des forces que le conflit met aux prises. Mais, pour cette raison même, les idées qu'il exposera au public, après les avoir reçues de lui, font partie, en quelque mesure que ce soit, des courants puissants et décisifs qui se forment au moment du règlement. Il n'est donc pas vain de s'efforcer dès à présent de les discerner, de les analyser, de les estimer. Ainsi peuvent s'ouvrir, dans la lumière, les voies de la discussion, de la conviction, de la volonté commune et toute-puissante. »¹¹

En soi, cet effort de réflexion en commun sur les affaires internationales marque un jalon : il atteste l'évolution du rapport des citoyens face à

9. Jean-Michel Guieu, *Les apôtres français de « l'esprit de Genève ». Les militants pour la Société des Nations dans la première moitié du XX^e siècle*, thèse de doctorat, Université de Paris 1, 2004, 646 p.

10. Antoine Pillet, *Pour l'idée d'une Société des Nations*, Paris, Marcel Rivière & Cie, 1919, p. 18. Antoine Pillet (1857-1926) est l'un des promoteurs de l'institutionnalisation du droit international. Il a été vice-président de l'Institut de droit international, professeur à la Faculté de droit de Paris ainsi qu'à l'Académie de droit international de La Haye et co-directeur, de 1894 à 1904, de la *Revue générale de droit international public*.

11. Hubert Bourgin, *La guerre pour la paix*, Paris, Librairie des sciences politiques et sociales - Marcel Rivière, 1915, p. 40. « Socialiste à la fibre nationale » comme le décrivent C. Prochasson et A. Rasmussen, Bourgin se détacha du socialisme avant la fin de la guerre et embrassa les idées d'extrême droite. Voir Christophe Prochasson et Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, La Découverte, 1996, p. 190, et également J.-F. Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, p. 133 et 410-414.

la politique. Jürgen Habermas a vu dans l'Europe des XVII^e et XVIII^e siècles l'émergence d'un espace public de discussion sur la politique¹² ; au regard de l'engouement populaire pour les questions de paix et de relations internationales au cœur de la Grande Guerre, on peut avancer que cet espace public a, pour la première fois, débordé du cadre national. Peut-être trouvons-nous là l'embryon de la société civile internationale que le philosophe allemand appelle aujourd'hui encore de ses vœux pour sortir de l'impasse État-nation/gouvernement mondial¹³.

Mais, si la paix devient un sujet *populaire*, c'est aussi grâce aux hommes politiques, au premier chef le président américain Wilson. Les dirigeants des grandes puissances ne cessent, en effet, de faire l'éloge de la nouvelle force de l'opinion publique et de son rôle central dans l'établissement d'une véritable paix. Bien entendu, ce discours relève davantage de la rhétorique destinée à soutenir l'effort de guerre que de la ferme conviction. Toutefois, au fur et à mesure des interventions politiques appelant à la création d'une organisation internationale, les citoyens qui s'intéressent à ces questions se sentent investis d'une mission : ils choisissent de donner leur avis sur des sujets auparavant limités aux cénacles politiques et diplomatiques car le citoyen d'une démocratie a le droit de participer à tous les pans de la vie de la cité, même celui des relations internationales. Au demeurant, compte tenu de l'ampleur de la catastrophe qui s'abat sur l'Europe, la croyance est forte au sein de la population qu'une mobilisation totale de l'esprit des nations est nécessaire pour trouver une solution au problème de la guerre :

« Voilà une tâche à laquelle nous devons tous nous attaquer, écrit l'architecte anglais Raymond Unwin en 1915 : non seulement l'énergie des meilleurs d'entre nous doit y être engagée, non seulement doit-on mobiliser à cet effet l'intellectuel, l'homme d'affaires, l'historien, le juriste, l'économiste, le spécialiste des questions diplomatiques ; nous avons aussi besoin de cette profonde connaissance de la nature humaine et des aspirations nationales que l'on ne trouve qu'auprès de monsieur et madame Tout-le-monde. »¹⁴

Ainsi, chacun a sa chance de présenter aux autres sa solution de paix durable ; chacun espère que son texte sera lu par les représentants politiques, voire qu'il jouera, le moment venu, un rôle dans les négociations de paix.

De cette recherche sur l'idée de la paix durable¹⁵ et la définition d'un nouvel ordre mondial est issue une thèse de doctorat reposant sur un

12. Jürgen Habermas, *L'espace public*, Paris, Payot, 1993 [1962], 324 p.

13. Jürgen Habermas, *Après l'État-nation : une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2000, 149 p.

14. Raymond Unwin, *The War and what after ?*, Letchworth, Garden City Press, 1915, p. 32-33.

15. L'adjectif « durable » a été préféré à « permanent » ou « perpétuel » afin de situer l'analyse hors du pacifisme à visée téléologique (religieux, socialiste utopique, etc.). Il reflète davantage, à mon avis, le sentiment des auteurs étudiés, ce qui est durable étant susceptible de se maintenir tout en conservant un caractère temporaire ; peu ont la prétention de croire que les projets de paix qu'ils présentent permettront, perpétuellement, d'éviter la guerre.

ensemble documentaire de plus de 200 publications écrites par des citoyens français, britanniques et américains, entre 1914 et 1919¹⁶. L'article qui suit, intégrant dans un but comparatif les données provenant des trois pays, se concentrera sur les points de vue français. Ces quelques travaux n'illustrent pas le sentiment général, loin de là, mais leur étude permet de dégager des tendances touchant à la conceptualisation de la paix durable dans le contexte de la Grande Guerre.

Je postule dans cet article que les citoyens qui écrivent sur la paix durable, si on les compare aux autorités chargées de la même tâche, adoptent spontanément une position *désintéressée*. En effet, on ne peut reprocher aux États et à leurs représentants de défendre les intérêts nationaux : c'est leur raison d'être. Il est dans l'ordre des choses que la façon d'entrevoir la paix durable du point de vue des autorités françaises diffère, par exemple, de celle des États-Unis, comme celle-ci sera, selon toute vraisemblance, distincte de la vision britannique. Chaque nation a sa culture propre, ses ambitions, sa population à satisfaire, et c'est pourquoi, en mode de négociations – on le voit à la commission de la Conférence de la paix chargée de rédiger le Pacte de la SDN¹⁷ –, toute décision demeure subordonnée à la préservation des intérêts nationaux.

Or, les individus, les particuliers, qui se joignent par leur plume au grand effort de redéfinition de l'ordre mondial, n'ont pas à défendre les intérêts de leur nation. Ils sont, bien entendu, susceptibles de le faire, ne serait-ce que par patriotisme, mais ils n'y sont pas tenus par leur nature ou leur fonction. Aussi les citoyens français n'adoptent-ils pas systématiquement le point de vue de leur gouvernement au sujet de la sécurité, du désarmement ou de la promotion de la démocratie. Le *désintérêt* est plus perceptible encore quand est abordée la question de la souveraineté nationale, dont la préservation apparaît à la fois comme l'objectif premier de la victoire – la France se bat pour garder son indépendance – et le plus grand obstacle à l'établissement d'une paix durable. Ces écrits expriment donc à la fois l'universalité et des visions du monde particulières, parfois des intérêts nationaux déguisés, mais aussi des craintes, des espérances et un sentiment d'urgence que l'on ne retrouve qu'à de rares moments dans l'histoire.

L'ORGANISATION INTERNATIONALE VUE DE FRANCE

La France est envahie en septembre 1914 : pendant quelque cinquante mois, une grande puissance que l'on accuse d'avoir bafoué le droit international en violant la neutralité belge, d'avoir massacré des civils, d'avoir

16. Carl Bouchard, *Projets citoyens pour une paix durable, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis (1914-1924)*, thèse de doctorat, Université de Paris III - Sorbonne-Nouvelle / Université de Montréal, 2004, 471 p.

17. Voir la partie IV du *Recueil général des actes de la Conférence de la Paix*, partie IV, *Commissions de la Conférence - Commission de la SDN*, Paris, Imprimerie nationale, 1934.

activement œuvré au déclenchement d'une guerre et de s'y être préparée depuis longtemps, menace l'existence même de la nation. Il va sans dire que ces accusations, fondées ou non, déterminent la vision que se font les Français de la paix à venir. L'immense majorité fixe une condition préalable à toutes les autres quand il s'agit d'énumérer celles qui permettront l'établissement d'une paix durable : la victoire. Sans surprise, aucun projet français de paix durable n'est fondé sur l'éventualité d'une défaite des Alliés. Quant à la paix de compromis ou la « paix sans victoire »¹⁸ qui pourrait mettre fin à la guerre, il s'agit d'une impasse car une paix blanche cautionnerait en quelque sorte les entorses allemandes au droit international et, par conséquent, ne changerait rien à la pratique des relations internationales. Le rejet massif de la paix négociée s'explique peut-être, marginalement, par la censure, le ministère de l'Intérieur demandant aux censeurs de « surveiller tout ce qui pourrait sembler une propagande pour la paix »¹⁹, c'est-à-dire excluant la paix victorieuse. Il semble cependant qu'une conviction profonde soit à l'œuvre, d'autant que la volonté de conclure victorieusement la guerre distingue ces auteurs des pacifistes et antimilitaristes avec lesquels on les confond souvent. Il s'agit bien ici d'une « guerre pour la paix », pour reprendre le titre de la brochure d'Hubert Bourgin citée précédemment²⁰.

Si elle en est la condition première, la victoire n'assure pas nécessairement la paix durable. Pour bâtir ce nouvel ordre et en garantir la pérennité, une paix traditionnelle suivant une victoire décisive ne suffit pas. Aussi la création d'une organisation internationale doit-elle constituer la pièce maîtresse de l'après-guerre. En 1917, le Français Collignon exhorte ainsi ses compatriotes :

« Soldats du Droit, Votre victoire, complète, sur les barbares, est la condition nécessaire de la paix future de l'Europe.

« Elle n'en est pas la condition suffisante.

« Si vous voulez que vos sacrifices aient épargné à vos enfants l'horreur de nouvelles guerres, il vous faut compléter votre victoire en établissant la Société des Nations. »²¹

L'appel de Collignon ressemble à ceux qu'ont lancés Américains et Britanniques. Pour autant, existe-t-il une « exception française » quant aux attributs de l'organisation internationale ? Pour répondre à cette

18. C'est l'expression qu'utilise Wilson en janvier 1917, trois mois avant l'entrée en guerre des États-Unis : « An Address to the Senate », 22 janvier 1917, Arthur S. Link (dir.), *The Papers of Woodrow Wilson* [ci-après *PWW*], vol. 40, Princeton, Princeton University Press, 1982.

19. Cité par Jean-Jacques Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont, 1980, p. 49. Sur la censure en France durant la Grande Guerre, voir la thèse de Olivier Forcade, *La censure politique en France pendant la Grande Guerre*, thèse pour le doctorat en histoire, Université de Paris X - Nanterre, 1998, 992 p., ainsi que Ross F. Collins, « The development of censorship in World War I France », *Journalism Monographs*, 131, février 1992, 25 p.

20. Bourgin, *op. cit.* Le titre fait sans doute écho à l'ouvrage du célèbre écrivain H. G. Wells publié un an auparavant : H. G. Wells, *The War that will end War*, London, F. & C. Palmer, 1914, 99 p.

21. Page de couverture de Collignon, *L'eupisme*, Paris, Librairie Européiste, 1917, 61 p.

interrogation, j'ai choisi d'examiner la position qu'adoptent les auteurs au sujet de trois enjeux centraux de l'organisation internationale : 1 / l'usage de la force ; 2 / le respect de la souveraineté nationale ; 3 / le désarmement. Une comparaison de ces résultats avec ceux recueillis du côté britannique et américain permet de dresser le portrait du particularisme français et d'en chercher les raisons.

L'usage de la force par l'organisation internationale

La moitié des auteurs du corpus, des trois pays confondus²², traitent de la question des sanctions et de l'usage de la force dans le cadre du maintien de la paix entre les nations.

Tableau 1. — *Usage de la force*

	France	Grande-Bretagne	États-Unis	Total
Contre l'usage de la force / force de police internationale irréalisable		8 (25 %)	3 (12 %)	11 [13,8 %]
En faveur de l'usage de la force (bras armé)	19 (82,6 %)	14 (43,8 %)	14 (56 %)	47 [58,8 %]
Usage de la force en dernier recours seulement	2 (8,7 %)	8 (25 %)	6 (24 %)	16 [20 %]
Sanctions économiques	2 (8,7 %)	2 (6,3 %)	2 (8 %)	6 [7,5 %]
Total	23 [28,7 %]	32 [40 %]	25 [31,3 %]	80 [100 %] ⁽¹⁾

(¹) Sur l'ensemble des auteurs traitant de cette question, 28,7 % sont français, 40 % britanniques et 31,3 % américains. Ces proportions sont similaires aux pourcentages de l'ensemble des auteurs du corpus par pays (France : 31 % ; Grande-Bretagne, 39 % ; États-Unis, 29 %), ce qui tend à montrer l'intérêt partagé des auteurs pour cette question, peu importe le pays.

Le total combiné des auteurs des trois pays qui favorisent le recours ultime à la force ou la création d'une police internationale avoisine les

22. Quatre-vingts auteurs sur le corpus réduit de 152 publications, soit 52,6 %, abordent spécifiquement la question de l'utilisation de la force. Les résultats suivants se basent sur ce corpus réduit de 152 publications parmi les 212 que compte le corpus général. J'ai choisi de ne conserver pour cette analyse que les publications présentant soit un schéma précis d'organisation d'après-guerre et parfois une constitution destinée à garantir la paix, soit une analyse de la situation mondiale, contenant des propositions claires sur l'avenir des relations internationales et de la paix, mais sans que cela soit accompagné d'un schéma d'organisation internationale ou d'une constitution. D'une année à l'autre, la distribution des publications est la suivante : 1914, 4 ; 1915, 33 ; 1916, 19 ; 1917, 33 ; 1918, 38 ; et 1919, 25.

80 %, ce qui laisse peu de doute sur le caractère coercitif que doit posséder la nouvelle organisation internationale. Que l'utilisation de la force à l'endroit des agresseurs soit populaire en France ne surprend guère, mais l'imposante majorité en faveur d'un bras armé (82,6 %) est notable, surtout par rapport aux chiffres britanniques et américains. En outre, aucun auteur français, à l'exception des quelques réserves de la part des deux qui privilégient les sanctions économiques, n'estime que l'application de la force pourra poser des obstacles nombreux, voire impossibles à surmonter, ce dont conviennent quelques Américains et davantage de Britanniques. On ne voit pas, du côté français, comment le droit pourrait réellement s'imposer autrement : « Sans cette force commune au service de la Société des Nations, déclare Victor Bérard quelques mois après la fin de la guerre, toute Déclaration des Droits du Peuple et de la Nation ne serait qu'un vain exercice de style qui enrichirait seulement d'un pastiche les manuels d'histoire et les archives. »²³ On accorde ainsi peu de crédit à l'idée wilsonienne d'une force morale incarnée par l'opinion publique mondiale. Le sentiment d'insécurité face au voisin d'outre-Rhin explique ce soutien massif des Français à l'action coercitive face à un État agresseur, lequel ne peut être autre qu'allemand. Au demeurant, la France se trouve en position de dépendance face à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, ce que plusieurs auteurs reconnaissent : ayant besoin des alliés, donc d'une aide extérieure, pour assurer à long terme sa défense, une force d'une plus grande ampleur, au service de la paix, ne pourrait lui être que profitable.

Le désarmement

Un peu plus de deux auteurs sur cinq ont traité explicitement de la question du désarmement²⁴. Ce nombre n'est pas élevé, compte tenu du fait que la course aux armements est une des explications les plus courantes de l'origine de la guerre. Cependant, le mot « désarmement » se retrouve dans davantage de publications que ne le laissent voir les résultats. Les auteurs en parlent, mais le plus souvent sous la forme d'un vœu pieux : il faut désarmer ou limiter les armements, disent-ils en chœur, et là s'arrête souvent la réflexion. Dans le cas de ceux qui abordent plus spécifiquement le sujet, j'ai retenu les catégories suivantes (voir tableau ci-contre).

La nécessité d'un désarmement ou, à tout le moins, d'une réduction des armements, est une opinion partagée par l'immense majorité de la population. Les auteurs du corpus n'y font pas exception. Face à de rares auteurs qui jugent le désarmement irréaliste ou inutile, l'immense majorité juge impératif le désarmement partiel ou total car la surenchère de la course aux armements et l'évolution technologique rapide rendent la

23. Victor Bérard, *La paix française, I : Les principes de la paix*, Paris, Armand Colin, 1919, p. 101.

24. 68 auteurs sur 152, soit un pourcentage de 44,7 %.

Tableau 2. — Désarmement

	France	Grande- Bretagne	États-Unis	Total
Complet	1 (4,7 %)	3 (11,1 %)	3 (15 %)	7 [10,3 %]
Partiel (1) (limitation, réduction)	4 (19 %)	4 (14,8 %)	11 (55 %)	19 [27,9 %]
Partiel (2) (désarmement alle- mand uniquement)	8 (38 %)			8 [11,8 %]
Ultérieur (après sécurité)	7 (33,3 %)	18 (66,7 %)	5 (25 %)	30 [44,1 %]
Irréalizable	1 (4,7 %)	2 (7,4 %)	1 (5 %)	4 [5,9 %]
Total	21 [30,9 %]	27 [39,7 %]	20 [29,4 %]	68 [100 %] (1)

(1) Sur l'ensemble des auteurs traitant de cette question, 30,9 % sont français, 39,7 % britanniques et 29,4 % américains. Ces proportions sont similaires aux pourcentages de l'ensemble des auteurs du corpus par pays (France : 31 % ; Grande-Bretagne, 39 % ; États-Unis, 29 %), ce qui tend à montrer l'intérêt partagé des auteurs pour cette question, peu importe le pays.

guerre encore plus meurtrière. On redoute avec raison l'impact de la technologie sur les guerres futures.

Deux données intéressantes se dégagent des résultats concernant le désarmement partiel et le désarmement « ultérieur ». Premièrement, sur les 12 auteurs français dont les propositions entrent dans la grande catégorie du désarmement partiel, 8 envisagent un désarmement uniquement du côté allemand. Le Français Walter Berry résume parfaitement l'opinion de ces compatriotes lorsqu'il déclare, paraphrasant Napoléon I^{er} : « Ce que j'appelle la paix, c'est le désarmement complet de mes ennemis. »²⁵ En d'autres termes, 38 % des auteurs français qui traitent du désarmement ne voient pas l'accélération générale de la production d'armements comme une entrave à la paix. Il s'agirait plutôt d'une réponse des puissances démocratiques à la politique agressive de l'Empire allemand, et il suffirait de désarmer l'Allemagne pour que soit maintenue la paix. Seuls des auteurs français abordent sous cet angle réduit le désarmement.

La solution du désarmement « ultérieur » recueille, quant à elle, l'appui de 44 % des auteurs des trois pays. Elle consiste à mettre en branle le désarmement *après* l'obtention de la sécurité. On sait que la question de la priorité du désarmement sur la sécurité, ou *vice versa*, sera à l'origine de maintes discussions à la Société des Nations, et les déceptions liées à

25. Walter Berry, *Devant la mêlée*. « France d'abord », Paris, Éd. de la Sirène (1919), p. 4. Le titre de l'ouvrage fait vraisemblablement référence à celui de Romain Rolland, *Au-dessus de la mêlée*, publié en 1915.

l'impossibilité de réaliser le principe de la sécurité collective durant l'entre-deux-guerres n'y sont pas étrangères²⁶. L'Angleterre encouragera le désarmement terrestre des autres nations mais, se présentant comme le garant de la liberté des mers, répugnera à faire de même au niveau naval, tandis que la France, devant la crainte d'une attaque allemande et consciente du réarmement secret allemand, favorisera avant tout les mécanismes garantissant sa propre sécurité. Or on constate que près de 67 % des auteurs anglais, adoptant une position contraire à celle de leur gouvernement, estiment que la sécurité doit précéder le désarmement. « Les nations ne sont pas querelleuses parce qu'elles ont de grandes armées : elles créent de larges armées parce qu'elles sont querelleuses »²⁷, déclare en 1917 l'Anglais William Dawson Harbutt pour justifier ce point de vue. Désarmement peut-être, mais sécurité d'abord : alors que les gouvernements d'un côté et de l'autre de la Manche s'opposent sur cette question, les auteurs anglais et français partagent, eux, la même conclusion. La logique prime ici les intérêts nationaux.

*Le respect de la souveraineté nationale
au sein de l'organisation internationale*

Les problèmes exposés dans les sections précédentes – soit celui de l'emploi légitime de la force par une organisation internationale, soit celui du désarmement – relèvent en définitive de la délicate question de la liberté des États et de leur capacité à agir de façon souveraine. Pourtant, seul un peu plus d'un auteur sur trois a explicitement abordé l'enjeu du respect de la souveraineté des États au sein de l'organisation internationale²⁸. Ce nombre est peu élevé, compte tenu de l'importance que revêt le sujet, mais les auteurs ne sont pas des spécialistes du droit international et n'en distinguent peut-être pas le caractère fondamental, plus intéressés qu'ils sont à parler de sanctions et de police mondiale plutôt que de subtiles questions de droit. Du reste, comme c'est le cas pour le désarmement, l'affirmation selon laquelle il faudrait que les États sacrifient une part de leur souveraineté au nom de la paix est plus courante dans les écrits que ne le laissent croire les résultats : peu d'auteurs, cependant, en débattent longuement, soit parce qu'ils considèrent cela comme une évidence, soit parce qu'ils n'en perçoivent pas toutes les difficultés pratiques de mise en application.

26. Sur cette question, voir Andrew Webster, « An argument without end : Britain, France and the disarmament process, 1925-1934 », Martin Alexander et W. J. Philpott (dir.), *Anglo-French Defence Relations between the Wars, 1919-1939*, New York, Palgrave, 2002, 231 p. ; Carolyn Kitching, *Britain and the Problem of International Disarmament, 1919-1934*, Londres-New York, Routledge, 1999, 223 p. ; Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord : la politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930 - 17 avril 1934*, Paris, Pedone, 1981, 653 p. ; C. Hall, *Britain, America and Arms Control, 1921-1937*, London, Macmillan, 1987, 295 p.

27. William Dawson Harbutt, *Problems of the Peace*, London, Allen & Unwin, 1917, p. 323.

28. 55 auteurs sur 152, ce qui donne un pourcentage de 36,2 %.

Tableau 3. — *Respect de la souveraineté nationale*

	France	Grande-Bretagne	États-Unis	Total
Respect	5 (31 %)	13 (59 %)	8 (47 %)	26 [47,3 %]
Remise en cause	11 (69 %)	8 (36,4 %)	9 (53 %)	28 [50,9 %]
Position mitoyenne		1 (4,5 %) ⁽¹⁾	-	1 [1,8 %]
Total	16 [29,1 %]	22 [40 %]	17 [30,9 %]	55 [100 %] ⁽²⁾

⁽¹⁾ Ce cas unique provient d'une brochure du professeur de l'Université Cambridge G. Lowes Dickinson intitulée *The Foundation of the League of Peace*, Boston, World Peace Foundation, 1915, 16 p. Bien qu'il reconnaisse la validité des thèses condamnant le dogme de la souveraineté nationale, Lowes Dickinson propose de ménager, pour l'instant, la susceptibilité des États en évitant de créer une organisation qui empiète radicalement sur leur souveraineté, sans pour autant perdre tout espoir de les voir un jour accepter de limiter volontairement leur pouvoir.

⁽²⁾ Sur l'ensemble des auteurs traitant de cette question, 29,1 % sont français, 40 % britanniques et 30,9 % américains. Ces proportions sont similaires aux pourcentages de l'ensemble des auteurs du corpus par pays (France : 31 % ; Grande-Bretagne, 39 % ; États-Unis, 29 %), ce qui tend à montrer l'intérêt partagé des auteurs pour cette question, peu importe le pays.

« L'âme des nations vient de se montrer tellement vivante que toute abdication d'une parcelle de souveraineté rencontrerait les plus graves difficultés. » Cette déclaration empreinte de réalisme, tirée d'un livre du Français Armand Richter paru en 1919²⁹, donne la pleine mesure de la tâche qui attend les promoteurs d'une paix durable s'ils désirent convaincre les États de restreindre leur liberté si chèrement défendue entre 1914 et 1918. Le tableau 3 montre cependant une polarisation des résultats entre les auteurs et les pays, sauf en Amérique, où les opinions sont partagées. La position de Richter est bien minoritaire si on la compare à celle de ses compatriotes : deux fois plus d'auteurs estiment que la paix requiert la renonciation au moins partielle de la souveraineté nationale, dans le but d'en garantir le respect au niveau international par l'organisation collective de la sécurité. Cette proposition émanant de citoyens n'est, bien sûr, pas celle des autorités, pour qui la simple évocation d'une remise en cause de la souveraineté semble déjà incompatible avec l'existence même des nations.

Les données se rapportant à la souveraineté nationale permettent une interprétation de l'ensemble des résultats. Une première analyse a montré que l'usage de la force par l'organisation internationale rallie les Français dans une proportion de 8 sur 10. Un certain consensus est également visible au sujet du désarmement, si l'on admet que le désarmement partiel d'un point de vue français est, d'une part, essentiellement celui de l'Allemagne et, d'autre part, que ce désarmement à sens unique est préa-

29. Armand Richter, *La guerre actuelle et l'Europe de demain*, Paris, M. Giard & E. Brière, 1915, p. 39.

lable à l'obtention d'une plus grande sécurité menant à un éventuel désarmement général. Cette concordance dans les résultats s'explique, on l'a dit, par le sentiment d'insécurité. Or, c'est lorsqu'ils abordent le problème de la souveraineté nationale que les auteurs montrent à quel point celle-ci est prégnante. L'insécurité, ou la peur³⁰, est suffisamment grande pour que près de 7 auteurs sur 10 consentent aux entraves à la souveraineté nationale que nécessiterait toute démarche visant à assurer la sécurité des nations. Le dilemme que représente la prise de position selon laquelle il faut rompre avec le dogme de la souveraineté nationale pour mieux, en bout de ligne, la préserver, est à la mesure du drame qui secoue les Français. En toile de fond se dessine, en effet, le déclin de la puissance française face à l'Allemagne et aux grands alliés. Bien que son statut de député l'ait exclu du corpus de publications, c'est sans doute Jean Hennessy, au cours d'un ralliement pro-SDN en 1918, qui résume le mieux cette prise de conscience. Rappelant l'époque glorieuse où la France « n'avait besoin d'aucun autre État ; c'étaient les autres qui avaient besoin d'elle », Hennessy craint que la situation ne soit désormais tout autre :

« Aussi, je redoute, même parmi nos alliés présents, que plus tard, à un moment où les liens que la guerre a renforcés pourront se relâcher, la France appauvrie, si la politique des “puissances” subsiste, la France ne retrouve plus cette importance considérable qu'elle eut dans le passé. D'ailleurs, mieux vaut abandonner conjointement une partie de sa souveraineté à d'autres États qui s'obligent solidairement à une aliénation réciproque vis-à-vis de vous que, puissance diminuée, ayant perdu, en partie, sa force matérielle, subir sur notre sol, sous des apparences déguisées, le joug de souverainetés étrangères. La véritable raison de l'établissement d'un ordre nouveau est là pour nous. »³¹

Si l'on suit ce raisonnement dicté par une appréciation réaliste de la situation – peur face à la puissance allemande et diminution relative de la puissance française –, on comprend dès lors qu'aucun auteur français n'estime irréalisable la création d'une police internationale, tout comme on comprend pourquoi un seul d'entre eux qualifie de chimérique l'idée d'un désarmement complet des nations. La polarisation que l'on note du côté des auteurs français est la conséquence d'un sentiment profond, celui d'une menace contre laquelle les solutions traditionnelles (découpage de frontières, occupations de territoires, etc.), si elles sont encore prises par certains, semblent aux autres désormais inefficaces à long terme. Prenant acte du poids réduit de la France en Europe, il devient nécessaire de promouvoir de nouvelles initiatives, dont en premier lieu la création d'une organisation internationale munie d'un bras armé. Peu après la fin de la

30. Sur les rapports entre peur et pacifisme, voir l'excellente analyse de Maurice Vaïsse sur les grandes tendances du pacifisme français, « Le passé insupportable. Les pacifismes, 1984, 1938, 1914 », *Vingtième siècle*, 1, 1984, p. 27-39.

31. Député de la Charente, Hennessy est membre de la Société Proudhon (auparavant la Ligue d'action régionaliste puis la Ligue pour l'organisation de la SDN) et de l'Association française pour la SDN à partir de 1918. Jean Hennessy, « Mes raisons d'adhérer », *Vers la Société des Nations. Leçons professées au Collège libre des Sciences sociales pendant l'année 1918*, Paris, M. Giard & E. Brière, 1919, p. 170.

guerre, Jean-François Desthieux, disciple, comme Jean Hennessy, du régionalisme, présente au mieux ce calcul, et met en garde les Français peu amènes à l'endroit de la SDN contre l'illusion de la victoire :

« Les petites nations avaient, disait-on, tout à gagner, et les grandes tout à perdre [avec la SDN]. Seulement, la France, en ce cas, doit-elle être rangée parmi les grandes ou les petites nations ? Grande puissance intellectuelle, grande dans l'histoire, grande dans le mérite et l'héroïsme. Mais dans le présent, dans la matérialité des faits ? Faut-il aller au fond du débat, ou juger selon des désirs, sur des opinions qui risquent d'être illusoire ? [...] La France est en danger, elle est faible face à son voisin et les alliés sont loin : c'est pour cela que la SDN est aussi essentielle. »³²

CONCLUSION : LE DILEMME FRANÇAIS

La formule française, telle que présentée dans cet échantillon de publications, est sans contredit la plus efficace pour assurer la sécurité qui fait tant défaut à la France. Voilà sans doute pourquoi les résultats affichent une telle cohérence, ce qui ne doit toutefois pas masquer le fait que, sur les trois thèmes retenus, les avis tendent généralement à converger : les auteurs français, britanniques et américains, malgré des disparités, privilégient une SDN agissante – on le voit au sujet de l'usage de la force –, non pas spectatrice du jeu international mais capable d'en transformer les règles et les pratiques traditionnelles.

Les Français ont donc besoin de la Société des Nations, si l'on en croit ces laudateurs. Il leur faut toutefois une SDN-puissance, capable, premièrement, de faire respecter ses décisions grâce à son bras armé. Une SDN cha-peautant, ensuite, une réduction générale des armements, après l'assurance du désarmement allemand. Finalement, une SDN au-dessus des États, ces derniers devant renoncer, en s'associant, à une part de leur souveraineté. C'est, semble-t-il, le prix de la paix durable.

Il ne fait pas de doute qu'une telle organisation assurerait la paix entre les nations. Mais cet édifice, si efficace soit-il théoriquement, n'est rien s'il reste sur papier. Aveuglés par le besoin de sécurité et la croyance en la nécessité d'un changement draconien des relations internationales, les promoteurs français de cette SDN-puissance ont négligé de porter leur attention sur la réalité des rapports de force internationaux : ce système idéal n'est pas du type de celui que les puissances victorieuses voudront mettre en place au sortir de la guerre. Lorsque le Pacte de la SDN est rendu public au printemps 1919, la déception est grande, car l'organisation internationale ne répond à aucune des attentes évoquées tout au long de cet article : pas de bras armé, une timide percée en faveur d'un désarmement et, logiquement, aucune remise en cause de la souveraineté natio-

32. Jean-François Desthieux, *La leçon de Pyrrhus ou La paix n'est pas faite*, t. 1 : *De Proudhon à Wilson*, Paris, Bossard, 1920, p. 43. Desthieux est, comme Hennessy, membre de la Société Proudhon.

nale. Des auteurs, tel Armand Richter, sceptiques quant aux conséquences positives de la guerre sur les pratiques interétatiques, avaient noté le danger de l'amalgame entre ce qui est *souhaitable* et ce qui est *réalisable*. En fait, déclare le comte de Fels en contemplant la jeune SDN, il valait mieux ne pas se faire d'illusion quant aux possibilités d'action de cette institution bâtie sur « des prémisses correctes desquelles on n'a pas osé ou pu tirer les dernières conséquences, des intentions excellentes perdant un peu de leur assurance à mesure qu'elles approchaient d'une réalisation pratique »³³. D'autres préfèrent l'optimisme volontaire :

« Oui, il y a dans ces premiers statuts [de la SDN] des lacunes, des insuffisances, des contradictions. Mais ne nous y arrêtons pas trop. Il a fallu, pour commencer, respecter certaines conditions, certains préjugés nationaux et internationaux ; sans quoi l'œuvre eût été mort-né [*sic*]. Avec le temps, elle se perfectionnera, elle s'épurera ; mais il faut d'abord qu'elle vive, et elle peut le faire malgré ses défauts originels. »³⁴

Cette réflexion d'un ex-diplomate français est partagée par nombre de promoteurs de la paix. Depuis le début de la guerre, ils ont diffusé leurs idées, soumis leurs propositions au public, envoyé aux hommes politiques leurs visions d'un monde en paix et décrit les moyens d'y parvenir. Il est délicat pour eux de ne pas donner leur appui à la SDN, tout comme il est préférable de ne pas trop exposer leur désenchantement, car, pour que l'organisation fonctionne, il faut avant tout que les peuples aient confiance en elle.

Une nouvelle tâche attend les promoteurs de la paix durable : il faut désormais chercher à améliorer la SDN tout en en diffusant les valeurs. En Angleterre, en France et dans l'ensemble des pays membres de l'organisation internationale, des associations pro-SDN agissent comme courroie de transmission des idées de Genève auprès de l'opinion publique³⁵. Bien que, pour l'Association française pour la SDN, le pacte « ne répond[e] pas entièrement aux hautes espérances qu'avaient mises en elle les peuples, las de massacres et de haines »³⁶, il faut donner sa chance au temps, pour qu'évoluent les mentalités, pour que la collaboration entre les nations s'intensifie, pour que soient pansées les plaies de la guerre. Mais les premières années d'après-guerre n'augurent rien de bon : après un pacte décevant survient un traité de Versailles jugé trop sévère dans les milieux internationalistes, puis arrive la douche froide du refus américain de se joindre à la SDN. Le nouvel ordre mondial, tant attendu, tant espéré, peine à se matérialiser. Le nouvel intérêt des citoyens pour les affaires internationales reste, cependant, entier.

Carl BOUCHARDE,
Université du Québec à Montréal.

33. Comte de Fels, *Au seuil de la paix*, Paris, Plon, 1919, p. 273.

34. Jean Francœur, *Réflexions d'un diplomate optimiste*, t. 2, Paris, Éd. Bossard, 1920, p. 77.

35. Guieu, *op. cit.*

36. Lettre de l'AFSDN envoyée à la *League of Nations Union*, 29 mai 1919, Bodleian Library, Oxford, Gilbert Murray Papers, vol. 181.

Sources formant le corpus

Publications françaises

- Bérard Victor, *La paix française, I : Les principes de la paix*, Paris, Armand Colin, 1919, 366 p.
- Berry Walter, *Devant la mêlée. « France d'abord »*, Paris, Éd. de la Sirène, 1919, 48 p.
- Blondel Georges, *Pour une paix durable*, Paris, Union des grandes associations françaises, 1919, 7 p.
- Boué Louis-Félix, *Pour la paix perpétuelle*, Le Mans, Impr. G. Guénet, 1917, 23 p.
- Bouloc Énée, « Tu ne tueras pas... ». *Une nouvelle conception de la guerre et de la paix*, Paris, Plon, 1917, 271 p.
- Bourgin Hubert, *La guerre pour la paix*, Paris, Librairie des sciences politiques et sociales - Marcel Rivière, 1915, 44 p.
- Casset A., *La paix suprême en 1916*, Paris, E. de Boccard, 1915, 45 p.
- Collignon, *L'europhisme*, Paris, Librairie europiste, 1917, 61 p.
- Dalairé A., *Au lendemain de la victoire*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1916, 379 p.
- Demont Henri, *Pour supprimer ce crime : la guerre. Plan de 1908 développé et proposé aux Alliés en 1918*, Limoges-Paris, Thomas, 1918, 254 p.
- Dupont André, *Les conditions de la paix*, Paris, Société du Recueil Sirey, 1917, 39 p.
- Durand Luc, *La paix définitive. Comment la conquérir ? Comment l'organiser ?*, Paris, M. Giard & E. Brière, 1917, 252 p.
- É. B. [Élie Blanc], *Et après la victoire ? Conditions de la paix au-dehors et au-dedans*, Lyon-Paris, Librairie catholique Emmanuelle-Vitte, 1915, 32 p.
- Fels (comte de), *Au seuil de la paix*, Paris, Plon, 1919, 299 p.
- Finot Jean, *L'agonie et la naissance d'un monde*, Paris, Flammarion, 1918, 291 p.
- Frangulis Antoine F., *Une ligue des nations comme garantie d'une paix durable est-elle possible ?*, Paris, Pédone, 1917, 15 p.
- Fritsch Joseph, *La guerre universelle. Ses causes et celles de la longue durée*, Bordeaux, L. Belbrel Imprimeurs, 1917, 8 p.
- Geniusz Mieczyslaw, *Comment faire la Société des Nations ? De la race à la nationalité*, Paris, Éd. de la Revue contemporaine, 1918, 27 p.
- Gouttenoire de Toury Fernand, *Pour la Société des Nations. La voix des morts*, Paris, Association française pour la Société des Nations, 1918, 31 p.
- Guyot Yves, *Examen des principes de la paix à venir*, London, P. S. King & Son, 1915, 27 p.
- Grailly F. de, *L'indispensable garantie*, Paris, Ernest Leroux, 1918, 238 p.
- Hardy Noël, *Comment tuer la guerre ?*, Paris, Librairie de L'Humanité, 1917, 22 p.
- Hersent Georges, *Un pacte économique entre alliés*, Paris, Louis de Soye, 1917, 23 p.
- Hippeau Edmond, *Debout, les morts ! Pas d'annexions !... Des restitutions !... Paris*, Librairie Fischbacher, 1917, 175 p.
- Lhomme Jean (pseudonyme), *En 1916 : une Europe rénovée, la Charte des Nations*, Paris, Éd. Delandre, 1915, 138 p.
- Jousselin Lucien, *La paix prématurée et la paix indispensable. Nos buts de guerre*, Marseille, Secrétariat de la Société de géographie, 1918, 32 p.
- Lepert H., *Pour l'abolition des guerres*, Limoges, Imprimerie nouvelle, 1916, 27 p.

- Lepert H., *Projet de constitution pour la Société des Nations*, Paris, Ligue pour une Société des Nations (1917), 31 p.
- Merrheim Arthur, *Société des Nations. Étude sociale*, Paris, Léon Boyer, 1918, 20 p.
- Milhaud Edgard, *Du droit de la force à la force du droit*, Genève, Altar, 1915, 128 p.
- Milhaud Edgard, *La Société des Nations*, Paris, Grasset, 1917, 268 p.
- Milhaud Edgard, *Plus jamais ! L'organisation de la paix. Le parti de la Société des Nations. Les amendements nécessaires*, Paris, Georges Crès, 1919, 422 p.
- Otlet Paul, *Les problèmes internationaux et la guerre*, Genève-Paris, Kundig-Rousseau & Cie, 1916, 501 p.
- P. M., *Considérations sur la guerre et sur la paix à propos du message du président Wilson au Sénat (22 janvier 1917)*, Paris, H. Daragon, 1917, 54 p.
- P. M., *Pendant et après la guerre. De la meilleure utilisation de la victoire*, Nice, Imprimerie Gay & Fortoul, 1916, 19 p.
- Pillet Antoine, *Pour l'idée d'une Société des Nations*, Paris, Marcel Rivière & Cie, 1919, 28 p.
- Richter Armand, *La guerre actuelle et l'Europe de demain*, Paris, M. Giard & E. Brière, 1919, 40 p.
- Rignano Eugenio, *Les facteurs de la guerre et le problème de la paix*, Paris, Félix Alcan, 1915, 48 p.
- Sardou André, *L'indépendance européenne. Étude sur les conditions de paix*, Paris, Plon, 1915, 69 p.
- Séailles Gabriel, *Les conditions d'une paix durable*, Paris, Ligue des droits de l'homme, 1916, 23 p.
- Thierry Albert, *Les conditions de la paix. Méditations d'un combattant*, Paris, Librairie Ollendorff, 1918, 192 p.
- Weiss José, *L'alternative. Paix armée ou fédération ?*, Londres, Chancery Lane Printing Works, 1915, 32 p.
- Wetterlé (abbé), *Jusqu'au bout. L'après-guerre*, Paris, Société du Recueil Sirey, 1916, 90 p.

Publications britanniques et américaines

- Angell Norman, *America and the New World State*, New York - London, G. P. Putnam's Sons, 1915, 305 p.
- Angell Norman, *War Aims. The Need for a Parliament of the Allies*, London, Headly Bros Publishers, 1917, 127 p.
- Armstrong George G., *Peace with Security*, London, The Blackfriars Press, 1917, 21 p.
- Babson Roger W., *The Future of World Peace. A Book of Charts showing Facts which must be recognized in Future Plans for Peace*, Boston, American Edition - Babson's Statistical Organization, 1915, 142 p.
- Balmforth Ramsden (rév.), *The War and the Coming Peace. An Appeal to Sober-Minded People*, Cape Town, O. Hartmann, 1915, 35 p.
- Barclay Thomas (sir), *Collapse and Reconstruction. European Conditions and American Principles*, Boston, Little Brown & Co., 1919, 315 p.
- Barclay Thomas (sir), *New Methods of Adjusting International Disputes and the Future*, London, Constable & Co., 1917, 206 p.
- Beck James M., *The Reckoning. A Discussion of the Moral Aspects of the Peace Problem, and of Retributive Justice as an Indispensable Element*, London, Hodder & Stoughton, 1919, 223 p.

- Beer George Louis, *The English-Speaking Peoples. Their Future Relations and Joint International Obligations*, New York, Macmillan, 1917, 322 p.
- Bernheimer Charles L., *A Businessman's Plan for Settling the War in Europe*, New York, International Press, 1915, 44 p.
- Blymer William H., *International Arbitration. The Isolation (or non-Intercourse) Plan with a Proposed Convention*, New York, s.éd., 1917, 72 p.
- Buxton Charles Roden (dir.), *Towards a Lasting Settlement*, London, George Allen & Unwin, 1915, 216 p.
- Capel Arthur, *Reflections on Victory. And a Project for the Federation of Governments*, London, T. Werner & Laurie Ltd, 1916, 135 p.
- Chamberlin T. C., *World-Organization after the World War. An Omninoational Confederation*, s.l., s.éd., 1918, 27 p.
- Chesterton Cecil, *The Perils of Peace*, London, T. Werner & Laurie Ltd, 1918, 239 p.
- Clark John Bates, *Existing Alliances and the League of Nations*, New York, American Association for International Conciliation, 1916, 8 p.
- Collectif, *The War of Democracy. The Allies' Statement. Chapters on the Fundamental Significance of the Struggle for a New Europe*, New York, Doubleday Page & Co., 1917, 441 p.
- Cosby Dudley S. A., *Towards Universal Peace*, Bedford, The Beds - Times Publishing Co., 1917, 20 p.
- Cosmos [Nicholas Murray Butler], *The Basis of Durable Peace*, New York, Charles Scribner's Sons, 1917, 144 p.
- Crane Frank, *War and World Government*, New York, John Lane Company, 1915, 256 p.
- Dawson William Harbutt, *Problems of the Peace*, London, Allen & Unwin, 1917, 365 p.
- Dickenson C. J., *Peace and its Foundations*, London, Thomas Murby & Co., 1919, 197 p.
- Dickinson G. Lowes, *After the War*, London, A. C. Field, 1915, 44 p.
- Dickinson G. Lowes, *The European Anarchy*, London, George Allen & Unwin, 1916, 153 p.
- Dickinson G. Lowes, *The Foundations of a League of Peace*, Boston, World Peace Foundation, 1915, 16 p.
- Dickinson G. Lowes, *The War and the Way out*, London, Chancery Lane Press, 1917, 48 p.
- Downey John F., *What National and International Conditions would secure Permanent Peace*, Worcester (Mass.), Clark University, 1917, 16 p.
- Eliot Charles W., *Vers la paix future*, Paris, Flammarion, 1916, 288 p.
- Fayle Ernest C., *The Fourteenth Point. A Study of the League of Nations*, London, John Murray, 1919, 140 p.
- Fayle Ernest C., *The Great Settlement*, London, John Murray, 1915, 309 p.
- Ferrara Oreste, *Lessons of the War and the Peace Conference*, New York - London, Harpers & Brothers, 1919, 252 p.
- Fisher Irving Norton, *After the War, what ? A Plea for a League of Peace*, New York, The Church Peace Union, 1914, 21 p.
- Fisher Walter L., *Preparations for Peace*, s.l., The University Record, 1916, 46 p.
- Fisher Walter L., *The Terms of Peace in an American War Policy*, s.l., s.éd., 1917, 13 p.
- Foster Thomas, *A Lasting Peace by Disarmament*, Manchester-London, The National Labour Press Ltd, 1918, 15 p.

- Garvin J. L., *The Economic Foundation of Peace : Or World-Partnership as the Truer Basis of the League of Nations*, London, MacMillan, 1919, 574 p.
- Gilbert Mark, *The Universal Alliance*, London, The Universal Alliance League, 1914, 15 p.
- Gosling Harry, *Peace : How to get and keep it*, London-Alabaster, Passmore & Sons, Ltd (1918), 14 p.
- Graham John W., *A Society of Nations. The One Hope for the Future*, London, Peace Committee of the Society of Friends, 1918, 23 p.
- Harding Samuel B., *The Study of the Great War. A Topical Outline, with Extensive Quotations and Reading References*, Washington, The Committee on Public Information, 1918, 95 p.
- Hart Albert Bushnell, *The War in Europe. Its Causes and Results*, New York, D. Appleton & Co., 1914, 254 p.
- Headlam John Wycliffe, *La guerre à la guerre*, London, Hayman Christy & Lilly Ltd, 1918, 18 p.
- Heath Carl, *Peace by Force : An International Police and Leagues for Mutual Defense*, Letchworth, Garden City Press, 1916, 8 p.
- Higgins A. Pearce, *La ligue de nations libres*, Londres-Bologne-Paris, Nicola Zanichelli - Williams & Norgate - Félix Alcan, 1919, 8 p.
- Hill David Jayne, *Present Problems in Foreign Policy*, New York, D. Appleton & Co., 1919, 360 p.
- Hobbs William Herbert, *The War and its Consequences*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1919, 446 p.
- Hobson J. A., « Bases for confederation », dans *Toward an Enduring Peace. A Symposium of Peace Proposals and Programs, 1914-1916*, New York, American Association for International Conciliation, 1916, 15 p.
- Holt Hamilton, « The constitution of a league », dans *Toward an Enduring Peace. A Symposium of Peace Proposals and Programs, 1914-1916*, New York, American Association for International Conciliation, 1916, 4 p.
- Howe Frederick C., *The only Possible Peace*, London, T. Fisher & Unwin, 1919, 265 p.
- Hugins Roland, *The Possible Peace. A Forecast of World Politics after the Great War*, New York, The Century Company, 1916, 189 p.
- Hull William I., *The Monroe Doctrine : National or International ?*, New York - London, G. P. Putnam's Sons, 1915, 136 p.
- Hyde H. E., *The International Solution*, London, George Allen & Unwin, 1917, 93 p.
- Innes Charles E., *Britain's Great Opportunity. To kill Militarism and to secure Permanent Peace. The First Step !*, Birmingham, Birmingham Printers, 1917, 15 p.
- Jastrow Morris, *The War and the Coming Peace*, Philadelphia, J. B. Lippincott Company, 1918, 144 p.
- Kallen Horace Meyer, *The Structure of a Lasting Peace. An Inquiry into the Motives of War and Peace*, Boston, Marshall Jones, 1918, 187 p.
- Keen Frank Noel, *The World in Alliance. A Plan for Preventing Future Wars*, London, Walter Southwood & Co., 1915, 60 p.
- Kingsley Darwin P., *Let us have Peace. And other Addresses*, New York, New York Life Insurance Company, 1919, 439 p.
- Lambert Henri, *Pax Economica. Freedom of International Exchange*, New York, John C. Rankin Company, 1917, 157 p.

- Lawrence T. J., *The Society of Nations. Its Past, Present and Possible Future*, New York, Oxford University Press, 1919, 194 p.
- Lee Vernon, *Peace with Honour. Controversial Notes on the Settlement*, London, The Union of Democratic Control, 1915, 64 p.
- Lodge Oliver (sir), *The War and after. Short Chapters on Subjects of Serious Practical Import for the Average Citizen in A.D. 1915 Onwards*, London, Methuen & Co., 1915, 240 p.
- Lowell Abbott Lawrence, *A League to enforce Peace*, Boston, World Peace Foundation, 1915, 18 p.
- Mac Donald Arthur, *United States Senate Fundamental Peace Ideal including the Westphalian Peace Treaty (1648) and the League of Nations (1919) in Connexion with International Psychology and Revolutions*, Washington, Government Printing Office, 1919, 16 p.
- MacFarland Charles S., *La véritable paix et ses conditions par un Américain*, Paris, Comité protestant français (1918), 16 p.
- Macfarlane C. W., *The Economic Basis of an Enduring Peace*, Philadelphia, George W. Jacobs & Co., 1918, 79 p.
- MacLagan O. F., *How to end the War quickly. With Revised Details of a New and Immediate Council of the Nations*, Letchworth, Garden City Press, 1916, 20 p.
- Marburg Theodore, *The League of Nations. An Address*, New York, Fleming H. Revell Company, 1918, 9 p.
- Marburg Theorore (dir.), *Draft Convention for League of Nations by Group of American Jurists and Publicists*, New York, Macmillan, 1918, 46 p.
- Matthaei Louise E., *The Reasonable Direction of Force. A Plea for Investigation before War*, London, Humphrey Milford - Oxford University Press, 1915, 16 p.
- McCurdy Charles A., *The Terms of the Coming Peace*, London, The St. Catherine Press, 1918, 48 p.
- McLeod T. B., *The World War and the Road to Peace*, New York, The Macmillan Company, 1918, 126 p.
- Mercer Samuel A. B., *Allied and American Peace Terms. As seen by a Linguist*, Milwaukee, The Young Churchman Company, 1918, 66 p.
- Mügge Maximilian A., *The Parliament of Man*, London, C. W. Daniel Ltd, 1916, 274 p.
- Murray Gilbert, *The League of Nations and the Democratic Idea*, Oxford, Oxford University Press, 1918, 30 p.
- Newman Thomas P., *The Problem of International Force*, London, Friends' Peace Committee, 1915, 12 p.
- Nordentoft Severin, *Practical Pacifism and its Adversaries*, London, George Allen & Unwin, 1917, 213 p.
- Oppenheim Lassa, Francis Lawrence, *Le caractère essentiel de la Société des Nations*, Paris, A. Pédone, 1919, 14 p.
- Paish George, *A Permanent League of Nations*, London, George Allen & Unwin, 1918, 139 p.
- Phillipson Coleman, *International Law and the Great War*, London, T. Fisher & Unwin, 1915, 407 p.
- Pollard Francis Edward, *The Tests of Peace*, Leeds, Long, 1919, 4 p.
- Pollock Frederick, *The League of Nations and the Coming Rule of Law*, Oxford, Oxford University Press, 1918, 15 p.
- Powers H. H., *The Great Peace*, New York, Macmillan Company, 1918, 333 p.

- Prothero G. W., *A Lasting Peace. A Conversation between X (a Neutral) and Y (an Englishman)*, London, Hodder & Stoughton, 1917, 40 p.
- Rademaker A. W. (Mrs.), *A Covenant which will insure Peace to the World*, Tacoma (Washington), publié à compte d'auteur, 1919, 8 p.
- Sanday William, *The Meaning of the War for Germany and Great Britain. An Attempt at Synthesis*, Oxford, Clarendon Press, 1915, 124 p.
- Sanders William Stephen, *Is it a Capitalist War ?*, London, Chancery Lane Printing Works, 1918, 12 p.
- Schvan Auguste, *The Foundations of Permanent Peace*, London, Grant Richards Ltd (1917), 284 p.
- Seton-Watson R. W., *The War and Democracy*, London, Macmillan & Co., 1915, 390 p.
- Shibley George H., *The Road to Victory. World Liberation*, Washington, League for World Federation, 1918, 80 p.
- Slater Gilbert, *Peace and War in Europe*, London, Constable & Co., 1915, 122 p.
- Smith George Adam (sir), *Our Common Conscience. Addressed Delivered in America during the Great War*, New York, George H. Doran Company, 1919, 256 p.
- Stead Francis Herbert, *La Conférence de La Haye. Seule Ligue des Nations actuellement existante et les comprenant toutes*, s.l., s.éd., 1918, 12 p.
- Steed Henry Wickham, *A Programme for Peace*, Edinburgh, Bohemian National Alliance, 1916, 24 p.
- Stilwell Arthur Edward, *Le Grand Plan. Comment payer la guerre et assurer la paix dans l'abondance et la prospérité*, Paris, Éd. des Cahiers britanniques et américains, 1919, 180 p.
- Stilwell Arthur Edward, *To all the World (Except Germany)*, London, George Allen & Unwin, 1915, 251 p.
- Stockton Richard, *Peace Insurance*, Chicago, A. C. McClurg & Co., 1915, 214 p.
- Taylor Charles Fremont, *A Conclusive Peace. Presenting the historically Logical, and a Feasible, Plan of Action for the Coming Peace Conference, which will co-ordinate and harmonize Europe, and the World*, Philadelphie, John C. Winston Company, 1916, 173 p.
- Tead Ordway, *The People's Part in Peace. An Inquiry into the Basis for a Sound Internationalism*, New York, Henry Holt & Co., 1918, 156 p.
- Toynbee Arnold, *Nationality and the War*, London, J. M. Dent & Sons, 1915, 522 p.
- Unwin Raymond, *The War and what after ?*, Letchworth, Garden City Press Ltd, 1915, 63 p.
- Veblen Thorstein, *An Inquiry into the Nature of Peace and the Terms of its Perpetuation*, New York, Macmillan & Co., 1917, 367 p.
- Walston Charles (sir), *The Next War. Wilsonism and Anti-Wilsonism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1918, 58 p.
- Weeks H. T., *How to ensure Future Peace. A Popular Explanation of the Aims, Means, and Methods of a « League of Nations »*, London, T. Murby & Co., 1918, 28 p.
- Wells Herbert George, *In the Fourth Year. Anticipations of a World Peace*, London, Chatto & Windus, 1918, 156 p.
- Wells Herbert George, *The War that will end War*, London, Frank & Cecil Palmer, 1914, 99 p.

- Weyl Walter E., *American World Policies*, New York, Macmillan & Co., 1918, 307 p.
- Weyl Walter E., *The End to the War*, New York, Macmillan & Co., 1918, 323 p.
- Wilson A. J., *No Deluding Peace. Essays of the Main Lines upon which alone Peace can be granted to the Aggressor in this War*, London, The Investors Review, 1916, 88 p.
- Wilson D. A., *The Folly of Fighting, a Truth Offensive from History for the League of Nations wanted by President Wilson*, London-Manchester, The National Labour Press, 1917, 53 p.
- Woolf Leonard S., *The Framework of a Lasting Peace*, London, George Allen & Unwin, 1917, 154 p.